

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

RENNES, le 11 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STOCKMEIER FRANCE

ZI La Haie des Cognets

35136 Saint-Jacques-De-La-Lande

Références : UD35/2026-84
Code AIOT : 0005503765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement STOCKMEIER FRANCE implanté 3, rue de la Buhotière, - ZI de La Haie des Cognets - 35136 Saint-Jacques-de-la-Lande. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKMEIER FRANCE
- 3 rue de la Buhotière - ZI de la Haie des Cognets - 35136 Saint-Jacques-de-la-Lande
- Code AIOT : 0005503765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Stockmeier France est spécialisée dans la formulation et la distribution de produits chimiques.

Thème de l'inspection :

- Action nationale 2025 PM2I
- Rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PM2I - Recensement SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.	Demande d'action corrective	3 mois
3	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
7	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
9	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	PM2I - Dossiers des équipements SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Autosurveillance des rejets aqueux_Transmission via GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Rejets d'eaux usées industrielles_V valeurs limites	AP Complémentaire du 19/03/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté notamment sur le suivi du vieillissement des équipements du site (PM2I). Il apparaît que le recensement et les dossiers des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) sont incomplets. Ils ne comprennent pas d'état initial, ni d'historique des interventions ni de présentation et de justification de la stratégie mise en place pour leurs contrôles et pour les suites données. Ces constats révèlent que l'exploitant ne maîtrise pas pleinement les attendus du système de management de la sécurité prescrits à l'annexe 1.3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 ni les prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'inspection a également montré un non respect des obligations de l'exploitant en matière de transmission des résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux sur le dernier trimestre 2025. L'analyse des résultats des trois premiers trimestres 2025 a mis en évidence des dépassements des concentrations sur un certain nombre de paramètres (chloroforme, zinc, cuivre, nickel, etc.) et parfois de certains flux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : L'établissement est soumis au régime de l'autorisation au titre de plusieurs rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées. A ce titre, l'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Du fait des substances stockées et utilisées, des équipements sont susceptibles d'être soumis au suivi au titre du plan de modernisation des installations industrielles (PMII). L'exploitant connaît la réglementation liée au vieillissement des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PM2I - Recensement SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe 1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Recensement équipements PM2I
Prescription contrôlée : [...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima : - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; [...]
Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel une procédure nommée " <i>Programme d'inspections PM2I - Réservoirs, installations annexes (rétentions, pompes, canalisations, ...) et MMRI</i> " (référéncée PR-QHSE-Programme d'inspection PM2I - IR 02 du 30/07/2015). Cette procédure, commune aux différents établissements du groupe, mentionne dans un chapitre nommé " <i>domaine d'application</i> " les équipements soumis au PMII. Pour le site de Rennes, il est indiqué que la procédure s'applique à toute la « <i>couverie corrosifs des produits dangereux pour l'environnement</i> » et aux « <i>MMRi concernées par l'approche vieillissement sur les sites SEVESO seuil haut</i> ». Il est précisé que le terme « couverie » inclut la cuve de stockage,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe 1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Recensement équipements PM2I
<p>son assise, sa rétention ainsi que les principaux piquages, canalisations et équipements (vannes, niveaux,...).</p> <p>Ce recensement permet de connaître les types d'équipements soumis mais ne permet pas d'identifier individuellement (nominativement) les équipements soumis sur chaque site ainsi que leur nombre. Une liste exhaustive des équipements soumis est attendue.</p> <p>La procédure PM2I date de 2015 et ne prévoit pas d'actions pour s'assurer de la mise à jour du recensement et la procédure maîtrise des changements présentée par l'exploitant inclut un tableau de suivi des modifications, mais ne questionne pas le PM2I.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Des compléments doivent être apportés sur le recensement des équipements, notamment afin d'identifier individuellement et nominativement les équipements soumis (réservoirs, tuyauteries, rétentions,...).</p> <p>Le SGS doit définir les actions mises en œuvre permettant le recensement des équipements soumis au PM2I, leur identification rapide et sa mise à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et - les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
Constats : D'après la procédure PM2I pour le site de Rennes, tous les réservoirs de chlorite de soude et de Javel sont visés par le PM2I soit un total de 8 réservoirs sur le site répartis entre le stockage et la fabrication. Mais comme indiqué au constat n°2, ces réservoirs ne sont pas listés. L'analyse du contenu de l'étude de dangers du site et les constats réalisés lors de la visite d'inspection (correspondance entre les stockages vrac recensés dans l'étude de dangers et les stockages effectivement présents dans la zone de stockage vrac) ont permis de confirmer qu'il n'y a pas d'autres réservoirs concernés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant doit recenser chaque réservoir visé par le PM2I.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dossier des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10
Prescription contrôlée : 4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé d'état initial des réservoirs visés par le PM2I. Les incidents mineurs et les interventions de maintenance réalisées sur les réservoirs suite à des événements constatés par le personnel du site ne sont pas enregistrés sur la fiche de vie du réservoir ni sur la GMAO du site. De fait, ils ne sont pas remontés au responsable sécurité chargé de la visite de routine annuelle ni à l'organisme de contrôle mandaté pour réaliser un contrôle quinquennal détaillé. Le plan d'inspection détaille les points de contrôles pour chaque inspection mais ils sont génériques pour tous les types de réservoirs et ne prennent pas en compte leurs spécificités (matériaux des réservoirs, environnement,...) et donc leurs modes de dégradation potentiels. L'exploitant a présenté un tableau général des contrôles réglementaires du site « <i>DOC-REG-CRAS Rennes</i> » qui fait apparaître les échéances d'inspections des réservoirs.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En application de l'alinéa 2 de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant doit constituer un dossier complet pour chaque réservoir visé par le PM2I comprenant un état initial, un plan et un programme d'inspection adaptés aux spécificités de chaque réservoir ainsi que l'historique des événements et interventions relatifs à chaque équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/10
Prescription contrôlée : Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none"> • à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ; • à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. • pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).
Constats : La procédure « <i>Programme d'inspections PMII</i> » prévoit pour tous les réservoirs une visite de routine annuelle (effectué en interne par le responsable sécurité du site) et une visite externe détaillée tous les 5 ans (réalisé par un prestataire externe). La capacité des réservoirs étant inférieure à 100 m ³ , il n'est pas prévu de visites hors exploitation. L'exploitant a indiqué que la garantie des cuves installées sur site est de 15 ans. Lorsque cette échéance de 15 ans est échue, l'exploitant a indiqué ne pas prévoir de renforcement des contrôles ni de remplacement systématique de la cuve à l'exception des cuves de stockage d'acide chlorhydrique. Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué que la visite de routine annuelle ne faisait pas l'objet d'un audit de supervision. Le responsable en charge de ces visites de routine n'a en outre pas bénéficié de nouvelles formations depuis sa prise de fonction. Le suivi de ces périodicités est réalisé via le fichier des contrôles réglementaires du site « <i>DOC-REG-CRAS Rennes</i> ». Le respect des échéances a été contrôlé lors de l'inspection. Par sondage, les derniers rapports d'inspections de la cuve 4A ont été analysés (rapport d'inspection externe détaillée du 05/12/2023 et rapport de visite de routine du 26/05/2025). Les points de contrôle de la visite de routine ne comprennent pas l'inspection de tous les signes potentiels de dégradation d'un réservoir en PEHD (gonflement local, zones de colorations,...).

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11
Le rapport d'inspection externe détaillée fait état de l'absence de la documentation sur le réservoir (état initial, plan et programme d'inspection, rapports des visites de routine) et de nombreuses vérifications qui n'ont pas pu être réalisées car la zone était « non visible ». Ces éléments n'ont pas permis une inspection exhaustive comme le prévoit la réglementation. L'exploitant n'a pas prévu d'actions pour y remédier. Une liste d'anomalies est présentée en conclusion, mais l'exploitant ne s'est pas positionné si ces anomalies sont de nature à remettre en cause la date prévue pour la prochaine inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de de respecter les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer que l'ensemble des signes liés aux modes de dégradations possibles soient vérifiés au cours de la visite de routine ; • s'approprier les rapports des visites externes détaillées afin de s'assurer de la réalisation effective de l'ensemble des points de contrôle prévus • statuer sur l'absence d'anomalie de nature à remettre en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Une revue des derniers rapports de visite sera réalisée en ce sens et les conclusions seront transmises à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
<p>ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et • les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et • les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les tuyauteries de dépotage vers les réservoirs de stockage visés par le PM2I ont un DN 80. Ces tuyauteries sont donc également soumises à surveillance au titre du PM2I. Conformément au constat n°2, le recensement doit être complété pour inclure les tuyauteries concernées.</p> <p>L'analyse du contenu de l'étude de dangers du site et les constats réalisés lors de la visite du site ont permis de confirmer qu'il n'y a pas d'autres tuyauteries concernées ni de capacité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant doit recenser chaque tuyauterie visée par le PM2I.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : (...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
Constats : L'exploitant n'a réalisé ni état initial ni programme d'inspection ni plan d'inspection des tuyauteries visées par le PM2I. L'exploitant a indiqué que le contrôle de la tuyauterie est intégré au contrôle du réservoir. Le jour de la visite, l'équipe d'inspection a constaté un point de contrôle visuel général de la tuyauterie de dépotage sur le rapport de visite de routine. En l'absence de plan d'inspection, l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer que ce contrôle permet de détecter tous les modes de dégradations envisageables. L'état initial, le plan et le programme d'inspection peuvent être établis selon le guide technique professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation DT96.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant doit constituer un dossier complet pour chaque tuyauterie visée par le PM2I comprenant un état initial, un plan et un programme d'inspection, adaptés aux spécificités de chaque tuyauteries, et le mettre en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none">• les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et• les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et• les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et• les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats : L'exploitant a indiqué que les massifs et les rétentions des réservoirs de stockage visés par le PM2I sont également soumis au titre du PM2I. Conformément au constat n°2, le recensement doit être complété pour inclure ces équipements nominativement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller au recensement de chaque massif et cuvette de rétention visés par le PM2I.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé d'état initial, de programme et de plan d'inspection des massifs et des rétentions soumis au PM2I. L'exploitant a indiqué que le contrôle de ces équipements est intégré au contrôle du réservoir. Le jour de la visite, l'équipe d'inspection a constaté des points de contrôles visuels généraux du massif et de la rétention sur le rapport de visite de routine. En l'absence de plan d'inspection, l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer que ces contrôles permettent de détecter tous les modes de dégradations envisageables. L'état initial, le plan et le programme d'inspection peuvent être établis selon le guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures DT 92.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant doit constituer un dossier complet pour chaque massif et cuvette de rétention visés par le PM2I comprenant un état initial, un plan et un programme d'inspection, adaptés aux spécificités de chaque équipement, et le mettre en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : PM2I - Dossiers des équipements SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Dossiers des équipements PM2I
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées. <p>Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dossiers des équipements visés par le PM2I comprennent seulement les rapports d'inspections réalisées. L'exploitant a présenté un tableau de suivi des constats relevés dans les rapports d'inspections avec un plan d'actions correctives. L'ensemble des constats notés dans les rapports d'inspections n'est pas reporté dans ce tableau (voir constat n°5), aucune définition des priorités n'est présentée.</p> <p>Les dossiers ne comprennent pas :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'état initial des équipements ;• la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement, qui doit être justifiée en fonction des modes de dégradation envisageables, préalablement identifiés ;• la présentation de la stratégie pour la détermination des suites à donner aux contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de maintien en exploitation ou non de l'équipement, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.).

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Dossiers des équipements PM2I
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de conformer aux dispositions de l'annexe 1.3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant doit réaliser, pour chaque équipement visé par le PM2I, un état initial, identifier les modes de dégradation envisageables et présenter la stratégie pour le contrôle de l'état de l'équipement qui en découle et pour la détermination des suites à donner aux contrôles. Ce dossier doit être mis à jour et la stratégie questionnée tout au long de la vie de l'équipement (suites aux inspections, réparations,...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Autosurveillance des rejets aqueux_Transmission via GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux_Transmission via GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux de septembre à décembre 2025 n'ont pas été transmis via GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se conformer aux dispositions de l'article 1er de l'arrêté du 28 avril 2014 et veiller à transmettre les résultats de la surveillance de ses rejets aqueux via la plateforme GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Rejets d'eaux usées industrielles_Valeurs limites

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux usées industrielles_Valeurs limites

Prescription contrôlée :

Paramètre	Concentration maximale	Flux maximal
Fe	4 mg/L	240 g/j
Zn	0,3 mg/L	18 g/j
Ni	0,1 mg/L	6 g/j
Cu	0,1 mg/L	6 g/j
Al	1 mg/L	60 g/j
Mn	1 mg/L	60 g/j
Chloroforme	50 µg/L	3 g/j
DBO5	800 mg/L	48 kg/j
NGL	200 mg/L	12 kg/j
AOX	1 mg/L	60 g/j

Constats :

Entre janvier et août 2025, l'exploitant a déclaré via la plateforme GIDAF des dépassements récurrents sur les paramètres suivants :

- chloroforme (concentration mesurée à 130 µg/L en janvier, à 90 µg/L en février, à 200 µg/L en mars 2025, à 370 µg/L en avril, à 420 µg/L en mai, à 410 µg/L en juin, à 170 µg/L en août ; flux mesuré à 3,5 g/j en janvier, à 3,2 g/j en mars, à 5,9 g/j en avril, à 3,8 g/j en mai, à 10,3 g/j en juin),
- zinc (concentration mesurée à 0,521 mg/L en mars, à 0,58 mg/L en avril, à 0,31 mg/L en mai, 0,99 mg/L en juin, à 0,76 mg/L en juillet, à 0,379 mg/L en août ; flux mesuré à 24,8 g/j en juin),
- nickel (concentration mesurée à 0,144 mg/L en mars, à 0,216 mg/L en avril, à 0,141 mg/L en mai, 0,355 mg/L en juillet, à 0,101 mg/L en août)
- aluminium (concentration mesurée à 1,078 mg/L en janvier, 2,12 mg/L le 12 juin, 1,02 mg/L le 8 août, 1,079 mg/L le 11 août)
- cuivre (concentration mesurée à 0,198 mg/L en mars, 0,15 mg/L en juin, 0,101 mg/L en juillet)
- AOX (concentration mesurée à 1240 µg/L en janvier, à 3700 mg/L en août)

Des dépassements ponctuels sur les paramètres :

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux usées industrielles_Valeurs limites
<ul style="list-style-type: none"> • DBO₅ (concentration mesurée à 1141 mg/L le 18 juillet) • NGL (concentration mesurée à 221 mg/L le 18 juillet) • Mn (concentration mesurée à 1,67 mg/L en juillet, à 1,43 mg/L en août) <p>Pour janvier 2025, l'exploitant indique que les causes des dépassements sont les suivantes : <i>"Chloroforme : Réaction entre la javel et les tensioactifs présent sur site lors du traitement Aluminium: Dépassement ponctuel (réactif station + lavage d'emballage pour contrôle)"</i> Il précise que les mesures correctives suivantes sont envisagées ou réalisées : <i>"Rappel hebdomadaire Audits comportementaux des équipes sur nos bonnes pratiques de conditionnement"</i></p> <p>Pour février 2025, l'exploitant indique que les causes des dépassements sont les suivantes : <i>"Chloroforme : Réaction entre la javel et les tensioactifs présent sur site lors du traitement lié à la présence de ces 2 produits dans nos produits finis."</i> Il précise que les mesures correctives suivantes sont envisagées ou réalisées : <i>"Rappels hebdomadaires, tours terrains, audits comportementaux des équipes..."</i></p> <p>Pour mars 2025, l'exploitant indique que les causes des dépassements sont les suivantes : <i>"Chloroforme : Réaction entre la javel et les tensioactifs présent sur site lors du traitement Cuivre : Recherche en cours. Pas de conditionnement de produit contenant de cuivre. Présence de conduite d'eau en cuivre Fer : Lavage d'emballage de produit contenant du fer pour le contrôle Zinc : Revêtement des emballages type IBC légers / conduite de câble (en cours de remplacement)"</i> Il précise que les mesures correctives suivantes sont envisagées ou réalisées : <i>"Rappels hebdomadaire, tours terrains, audits comportementaux des équipes."</i></p> <p>Pour avril 2025, l'exploitant indique que les causes des dépassements sont les suivantes : <i>"Chloroforme : Réaction entre la javel et les tensioactifs présent sur site lors du traitement Nickel : Dégradation de l'inox présent sur certains de nos emballages ou installations Zinc : Revêtement emballage IBC léger ou revêtement passage de câble (en cours de remplacement)"</i> Il précise que les mesures correctives suivantes sont envisagées ou réalisées : <i>"Suivi terrain, audit comportementaux, rappels hebdomadaires..."</i></p> <p>Pour mai 2025, l'exploitant indique que les causes des dépassements sont les suivantes : <i>"Chloroforme : Réaction entre la javel et les tensioactifs présent sur site lors du traitement Nickel : Dégradation des équipements en inox ou emballages inox présent sur site Zinc : Dégradation cage IBC léger"</i> Il précise que les mesures correctives suivantes sont envisagées ou réalisées : <i>"Suivi terrain, audit comportementaux, rappels hebdomadaires"</i></p> <p>Pour juin 2025, l'exploitant indique que les causes des dépassements sont les suivantes : <i>"Zinc : Cage IBC, goulotte câble - Dégradation par la corrosion Cuivre : Passage de câble électrique Aluminium : Réactif station avec lavage d'emballage pour envoi au contrôle Chloroforme : Réaction entre la javel et les tensioactifs présent sur site lors du traitement Dégradation équipements par la corrosion Fuites ponctuelles "</i></p>

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux usées industrielles_Valeurs limites
<p>Il précise que les mesures correctives suivantes sont envisagées ou réalisées :</p> <p><i>"Sensibilisation équipes production</i> <i>Maintenances préventives</i> <i>Contrôle des puisards avant envoi à la station</i> <i>Audits comportementaux des équipes sur nos bonnes pratiques de conditionnement"</i></p> <p>Pour juillet 2025, l'exploitant indique que les causes des dépassements sont les suivantes : <i>"Process d'activité : Nettoyage / Egouttage d'emballage pour contrôle ou réforme de l'outre.</i> <i>Cage des IBC légers : Présence de métaux"</i></p> <p>Il précise que les mesures correctives suivantes sont envisagées ou réalisées : <i>"Demande auprès de Rennes métropole les capacités de traitement de nos eaux de rejets</i> <i>Rappel et sensibilisation des équipes (formations / μ-réunion)</i> <i>Audits comportementaux des équipes sur nos bonnes pratiques de conditionnement "</i></p> <p>Pour août 2025, l'exploitant indique que les causes des dépassements sont les suivantes : <i>"Al : Réactif station et lavage emballage polychlorure aluminium</i> <i>AOX / Chloroforme : Réaction lors du traitement avec javel et tensioactifs.</i> <i>Mn : Supposition lié à des métaux présent lors des travaux de réfection de la ZA10 - Atelier corrosif</i> <i>Ni : Dégradation de l'INOX (cuve, GRV...)</i> <i>Zn : Dégradation cage emballage"</i></p> <p>Il précise que les mesures correctives suivantes sont envisagées ou réalisées : <i>"Demande auprès de Rennes métropole les capacités de traitement de nos eaux de rejets</i> <i>Rappel et sensibilisation des équipes (formations / μ-réunion)</i> <i>Audits comportementaux des équipes sur nos bonnes pratiques de conditionnement"</i></p> <p>Certaines explications sont récurrentes, notamment pour les dépassements constatés pour le zinc et le chloroforme. Cependant les actions mises en place ne semblent pas permettre de revenir à la conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit identifier les causes des dépassements en concentration et en flux constatés dans les rejets et mettre en place un plan d'action lui permettant de respecter les valeurs limites imposées par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mars 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois